



# De la Déclaration Balfour à aujourd'hui, une tragédie coloniale

Montpellier • Pierresvives > 14 octobre 2017

Des clés  
pour comprendre,  
des clés pour agir !



Collectif 34  
Palestine

Colloque organisé par l' Afps 34  
en partenariat avec le Collectif Palestine 34  
avec le concours du Conseil départemental de l'Hérault

# Introduction

**2017** fait écho à plusieurs dates déterminantes dans la tragédie du peuple palestinien.

**1917, 1947, 1967** jalonnent une histoire coloniale tout à la fois «classique» au début du XX<sup>e</sup> siècle, exceptionnelle dans sa durée, et singulière. Singulière, car elle se caractérise par la dépossession progressive et méthodique et l'expulsion de la population en place : les Palestiniens.

Cette expansion ininterrompue depuis un siècle fait fi des recommandations formulées par les Nations Unies dès avant la proclamation de l'indépendance de l'Etat d'Israël en 1948. Un fait colonial d'un autre âge, inacceptable en ce XXI<sup>e</sup> siècle, illégal au regard des Conventions de Genève et des statuts de la Cour internationale de Justice et de la Cour pénale internationale. Mais alors, pourquoi Israël continue-t-il de bénéficier d'une totale impunité ?

Décrypter cette entreprise coloniale toujours à l'œuvre, rappeler la responsabilité particulière des Etats européens, au premier rang desquels la Grande Bretagne et la France, et aujourd'hui celle de l'Union européenne, contrer des allégations et se référer au droit : ces démarches sont indispensables pour ceux qui veulent œuvrer efficacement à la fin de l'injustice faite aux Palestiniens.

Pour appréhender cette question, nous prenons le parti de donner la parole aux acteurs engagés directement dans le combat contre l'impunité et pour une solution équitable et durable : Palestiniens, Palestiniens citoyens d'Israël, Israéliens, Européens, tous responsables politiques éminents ou militants de la société civile. Partant de l'analyse croisée des faits historiques et des enjeux contemporains, nous chercherons avec eux les clés pour agir.

**Agir** pour hâter une issue fondée sur le droit.

**Agir** pour contribuer à mettre enfin un terme à 100 ans de dépossession.

Le colloque de Montpellier, précédé par une conférence à Paris le 12 octobre, s'inscrit dans la campagne «**1917-1947-1967-2017 : Justice pour la Palestine**» que mène l'AFPS et dans la campagne «**100 ans de dépossession**» conduite par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

L'AFPS et le Collectif Palestine 34 remercient chaleureusement les différentes personnalités qui nous font l'honneur de venir à Montpellier et Paris et saluent leur engagement.



**Programme arrêté au 3 septembre, susceptible de modifications**

# Des clés pour comprendre, des clés pour agir

## Programme

- 9:15 ▶ Présentation de la journée :**  
Kahina Zahar, AFPS 34
- 9:30 ▶ 1917 : La Déclaration Balfour**  
**Rappel historique**  
Philippe Daumas
- 9:45 ▶ 1967 > 2017 : occupation militaire et colonisation, un processus ininterrompu.**  
**L'annexion de Jérusalem Est • processus d'encerclement et de colonisation du district de Bethléem (ville jumelle de Montpellier).**  
Elias Sanbar | Adam Aloni | Anton Salman  
Modérateur : Michel Calvo, président de la Ligue des Droits de l'Homme Montpellier  
**Débat**
- 12:00 ▶ 13:30 Pause repas**
- 13:45 ▶ Solidarité internationale, quand la société civile pousse les politiques à agir.**  
**Actions des municipalités, campagnes Orange, banques, différenciation Israël/colonies, interdiction d'importation des produits des colonies, Les prisonniers politiques palestiniens.**  
Robert Kissous | Martine Brizemur  
Modérateur : Jean-Marie Larose, CCFD Terre Solidaire Montpellier  
**Débat**
- 15:30 ▶ Pourquoi l'impunité d'Israël,**  
**Alors que les solutions en termes de droit international sont connues, pourquoi l'impunité d'Israël ? Comment y mettre fin ? Que peut l'UE ?**  
Ayman Odeh | Hassan Balawi | Patrick Le Hyaric  
Modérateur : Taoufiq Tahani, président d'honneur de l'AFPS  
**Débat**
- 17:45 ▶ Clôture du colloque : AFPS 34**

# Intervenants

## ◆ Philippe Daumas

Agrégé d'Anglais, ancien élève de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, ancien boursier Besse à Oxford, Philippe Daumas a été maître de conférence à l'Université Paul-Valéry de Montpellier (département d'Anglais). Il est spécialiste du Mandat Britannique en Palestine (1918-1948).

## ◆ Elias Sanbar

Ecrivain et essayiste, Elias Sanbar a traduit l'œuvre de Mahmoud Darwich. Actuellement ambassadeur de Palestine auprès de l'Unesco, il a dirigé, de 1993 à 1996, la délégation palestinienne aux négociations sur les réfugiés. Il est également membre du Conseil national palestinien depuis 1988 et du comité de parrainage du tribunal Russell sur la Palestine.

## ◆ Adam Aloni

Adam Aloni est chercheur à B'Tselem - Centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés. En tant que planificateur urbaniste, il analyse et interprète les données dans une perspective spatiale. Les rapports qu'il a écrit couvrent divers sujets relatifs à l'occupation, y compris la méthode israélienne de confiscation des terres rurales palestiniennes et le transfert de déchets dangereux d'Israël vers des installations de traitement des déchets en Cisjordanie.

## ◆ Anton Salman

Avocat, Anton Salman est le nouveau maire de Bethléem, capitale de la Gouvernance du même nom, sous l'autorité nationale palestinienne. Il succède à Vera Baboun, la première femme maire de Bethléem. Il dirige la liste «Nous sommes tous à Bethléem», qui a remporté 8 des 15 sièges disponibles. Selon la tradition, consacrée dans une loi de 1997 à l'initiative du leader palestinien Yasser Arafat, le maire de cette ville et le maire adjoint doivent être chrétiens.

## ◆ Robert Kissous

Membre du bureau national de l'AFPS pendant près de 10 ans, il est membre fondateur du Tribunal Russell sur la Palestine. Président de l'AFps Paris-Centre puis de l'AFPS34. Il a participé au lancement de la campagne « les liaisons dangereuses d'Orange dans le Territoire Palestinien Occupé » puis à celle concernant 5 banques/assurances françaises ayant des liens avec des banques israéliennes impliquées dans la colonisation.

### ◆ **Martine Brizemur**

Responsable bénévole de la coordination Israël/Territoires Palestiniens Occupés, au sein d'Amnesty International France. Elle collabore à l'élaboration des campagnes et des projets pris en charge par la Section Française, participe à des dossiers, des publications, des événements. La coordination assure la représentation et la prise de parole vers l'extérieur : Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, conférences, interviews médias.

### ◆ **Ayman Odeh**

Avocat et homme politique palestinien citoyen d'Israël, Ayman Odeh dirige le Front démocratique Hadash. Il est également président de la coalition Liste Unifiée devenue la troisième force politique en Israël en obtenant treize sièges aux dernières élections législatives.

### ◆ **Hassan Balawi**

Diplomate et ancien journaliste à la Télévision Palestinienne, il est notamment l'auteur de « Gaza dans les coulisses du mouvement national palestinien ». Hassan Balawi est responsable des relations bilatérales avec la Belgique et le Luxembourg - Mission de Palestine auprès de L'Union Européenne, de la Belgique et du Luxembourg.

### ◆ **Patrick Le Hyaric**

Directeur de l'Humanité et député européen, Patrick Le Hyaric est engagé depuis des années auprès du peuple palestinien. Avec l'Association pour le Jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) et l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), il a dirigé de nombreuses délégations pour tisser des liens de coopération entre les deux peuples.

# 1917.... 2017.... 100 ans de conflits

En 1916, Français et Britanniques signent, en pleine première guerre mondiale, les accords secrets de Sykes Picot et se répartissent ainsi le contrôle sur le Proche-Orient, anticipant la dislocation du vaste territoire de l'Empire Ottoman. L'Irak, la Jordanie et la Palestine actuels sont placés sous mandat britannique, la Syrie et le Liban actuels sous mandat français.

## ► 1917

Par la Déclaration Balfour, du nom du ministre britannique des Affaires Etrangères, la Grande-Bretagne manifeste son soutien à la cause sioniste et à « l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif ». A l'époque, la population de la Palestine est essentiellement arabe, les juifs en représentant moins de 10%.

## ► 1947

Les Nations-Unies adoptent une série de recommandations visant au partage de la Palestine en deux états : un état juif et un état arabe, Jérusalem étant placée sous contrôle international. A l'époque, les juifs représentent 35% de la population et se voient attribuer 55% du territoire. L'indépendance de l'Etat d'Israël est proclamée en mai 1948. La guerre qui s'en est suivie, à laquelle ont participé les armées des pays arabes voisins, est remportée par les milices sionistes. A l'issue de cette guerre, Israël s'étend sur 78% de la Palestine après la fuite ou l'expulsion de 750 000 Palestiniens et la destruction de plusieurs centaines de villages. Les 22% restants sont laissés sous contrôles jordanien (Cisjordanie) et égyptien (Bande de Gaza). Guerre d'indépendance pour les Israéliens, « Nakba » (catastrophe) pour les Palestiniens.

## ► 1967

La Guerre des Six-Jours (en juin) s'est conclue par une nouvelle défaite des armées des Etats membres de la Ligue arabe, l'occupation par Israël de la totalité du territoire, dont la Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem. S'en suivra une nouvelle vague de réfugiés, qui pour beaucoup vont grossir les rangs des camps (« provisoires » mais toujours en place aujourd'hui) installés un peu partout en Palestine ainsi qu'en Jordanie et au Liban. En novembre 1967, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote à l'unanimité la résolution 242 : le retrait des forces israéliennes devra faire l'objet de négociations et les frontières devront être redessinées après accord des pays concernés, afin de parvenir à un accord de paix durable. Cette résolution n'a jamais réellement et totalement été mise en œuvre.

Débutée au lendemain de la Guerre des Six-Jours, la colonisation et peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est n'a depuis lors jamais cessé. Dès le début des années 1970, les premières colonies illégales (reconnues comme telles par le droit israélien lui-même) commencent également à s'y implanter. L'importance de ces dernières est telle qu'elle rend de plus en plus improbable la possibilité de création d'un Etat palestinien indépendant.

## ► 2017

marque ainsi le centième anniversaire d'un processus de dépossession, d'expulsions successives et d'humiliations diverses envers le peuple palestinien. L'ancienneté et la dureté de ce conflit peuvent aujourd'hui passer inaperçus, effacés des médias par l'horreur des combats en Irak, en Syrie et au Yémen. Israël a ainsi pu accroître sa pression sur la Cisjordanie et sur Gaza, emmurée vivante. L'incapacité des Nations-Unies et de la diplomatie internationale à imposer un partage équitable du territoire entre Palestiniens et Juifs, le non-respect du droit international, l'impunité des politiques menées par Israël, ont légitimé l'accélération de la colonisation.

## ► et pourtant

le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Palestine devient le 123<sup>e</sup> membre de la Cour Pénale Internationale de La Haye. Elle peut désormais agir en qualité d'Etat au sein de cette organisation internationale et y voter. En représailles, Israël, qui refuse de faire partie de la CPI, gèle les rentrées fiscales collectées pour le compte des Palestiniens (106 millions d'euros mensuels).

et en 2016 : L'ONU condamne la colonisation israélienne.

Le 23 décembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 2334 condamnant la colonisation israélienne dans le territoire palestinien occupé. Le texte, adopté grâce à l'abstention des Etats-Unis, est immédiatement condamné par Benyamin Netanyahu, qui affirme qu'Israël ne s'y conformera pas.



## En savoir + bibliographie sélective

- ◆ Jérusalem, le sacré et le politique, textes réunis et présentés par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar. Ed. Actes Sud, 2000
- ◆ Jérusalem, le rapport occulté. Rapports 2005 et 2008 des diplomates de l'Union Européenne en poste à Jérusalem. René Backmann, Ed. Salvator, 2009
- ◆ Palestine, la trahison européenne. Stéphane Hessel, Véronique de Keyser. Ed. Fayard, 2013
- ◆ La question de Palestine. Tome 1 à 5. Henry Laurens. Ed. Fayard 1999/2002/2007/2011/2015
- ◆ Jérusalem, histoire d'une ville-monde. Sous la direction de Vincent Lemire. Ed. Flammarion/Coll. Champs Histoire, 2016
- ◆ Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française. Alain Gresh, Hélène Aldeguer. Ed. La Découverte, 2017.

# Colloque organisé par

## AFPS 34

Espace Martin Luther King  
27 Boulevard Louis Blanc • 34000 Montpellier  
afpsgl34@gmail.com • afps34.wordpress.com

### ► en partenariat avec le Collectif Palestine 34

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) Hérault | Association France Palestine Solidarité (AFPS) Hérault | Américain(e)s pour la Paix et la Justice (APJ) | Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) LR | Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire (CCFD) Hérault | Centre de Documentation Tiers Monde (CDTM) Hérault | CGT UL de Montpellier | Chrétiens de la Méditerranée | Cimade Montpellier | Coup de Soleil Languedoc-Roussillon, association France-Maghreb | Europe Ecologie Les Verts (EELV) Montpellier | FSU Hérault | Jeunesses Communistes (JC) Hérault | Les Amis de Sabeel | Ligue des Droits de l'Homme (LDH) Montpellier | Montpellier Palestine Solidarité Rurale | Mouvement pour le Désarmement, la Paix & la Liberté (MDPL) Hérault | Mouvement de la Paix Montpellier | Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) Montpellier | Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) Montpellier | Parti Communiste Français (PCF) Montpellier et Fédération de l'Hérault | Pax Christi Hérault | Union des Etudiants Communistes 34 (UEC).

### ► Dans le cadre de la campagne 2017 | Justice pour la Palestine

- ◆ Association France Palestine Solidarité  
[www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)
- ◆ Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine  
[www.plateforme-palestine.org](http://www.plateforme-palestine.org)
- ◆ Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine ECCP • [www.eccpalestine.org](http://www.eccpalestine.org)

### ► Avec le soutien du Conseil Départemental de l'Hérault

